

Nique la France et son racisme d'Etat !

Alors que certains commémorent la IIIème République (la même République qui, à peine installée, écrasa la Commune de Paris dans le sang) comme un refuge face à la violence étatique actuelle, ce cri de colère n'est que le juste retour de manivelle des politiques racistes, sécuritaires et antisociales menées par l'Etat Français depuis des décennies.

Cet été a été l'occasion d'une nouvelle surenchère répressive, avec comme prétexte les révoltes populaires de Grenoble et Saint-Aignan. Au-delà des discours xénophobes et aux vieux relants de racisme colonial (menace de retrait de nationalité aux personnes naturalisées), on assiste à des destructions massives de camps de Roms, des expulsions de citoyens européens (la loi n'est visiblement pas la même pour tou.te.s), de nouvelles lois anti-immigrés (projet de loi Besson) et un renforcement de la présence et de l'agressivité policière dans les quartiers populaires. Très récemment encore, deux syndicalistes guadeloupéens ont été trainés en justice avec la complicité des autorités coloniales françaises, tout comme les quatre militants tourangeaux de RESF et les sites d'information alternative Indymedia Grenoble et le Jura Libertaire.

Mais ça ne date pas d'hier. Dès le début du XXème siècle, sous la IIIème République, les "Gens du Voyage" sont stigmatisés par les lois de l'Etat Français (carnets anthropométriques, obligation de pointer régulièrement au commissariat), qui sont très loin d'assurer l'égalité de tous les citoyen.ne.s, malgré ce qu'elles prétendent. Depuis longtemps déjà, les gouvernements, gauche comme droite, restreignent les droits des immigré.e.s et s'attaquent aux minorités pour en faire des boucs émissaires. Pourtant, ceux qui volent les emplois, ce sont les patrons qui ferment les boîtes et licencient en s'en mettant plein les poches!

Quant à la gauche qui semble s'émouvoir du sort des Roms, rappelons qu'elle n'hésite pas à employer la force publique pour expulser les camps installés sur ses villes (à Nantes, par exemple), qu'elle aussi a expulsé beaucoup de sans papiers et qu'elle méprise sa propre légalité lorsqu'elle n'applique pas elle-même la loi Besson sur les aires d'accueil (depuis 1990, chaque commune de plus de 5 000 habitant.e.s doit prévoir des aires d'accueil aménagées pour les populations itinérantes). Les présidentielles de 2012 approchent, l'hypocrisie fait son retour au soleil pour grapiller des voix...

Bref, 140 ans après la proclamation de la IIIème République, l'Etat Français continue de réprimer les classes populaires, les sans-voix et tous ceux et toutes celles qui remettent en cause radicalement le système injuste qu'il nous impose.

A nous de lui opposer notre solidarité de classe, sans distinction d'origine. A nous de construire collectivement les moyens de lutte pour faire reculer les politiques antisociales et racistes, pour faire émerger une autre société, en rupture avec le capitalisme, le nationalisme et l'Etat, où chacun puisse vivre dignement où il veut et comme il l'entend.

Coordination des Groupes
Anarchistes
Groupe de Nantes
cga.nantes@gmail.com

www.c-g-a.org



Nique la France et son racisme d'Etat !

Alors que certains commémorent la IIIème République (la même République qui, à peine installée, écrasa la Commune de Paris dans le sang) comme un refuge face à la violence étatique actuelle, ce cri de colère n'est que le juste retour de manivelle des politiques racistes, sécuritaires et antisociales menées par l'Etat Français depuis des décennies.

Cet été a été l'occasion d'une nouvelle surenchère répressive, avec comme prétexte les révoltes populaires de Grenoble et Saint-Aignan. Au-delà des discours xénophobes et aux vieux relants de racisme colonial (menace de retrait de nationalité aux personnes naturalisées), on assiste à des destructions massives de camps de Roms, des expulsions de citoyens européens (la loi n'est visiblement pas la même pour tou.te.s), de nouvelles lois anti-immigrés (projet de loi Besson) et un renforcement de la présence et de l'agressivité policière dans les quartiers populaires. Très récemment encore, deux syndicalistes guadeloupéens ont été trainés en justice avec la complicité des autorités coloniales françaises, tout comme les quatre militants tourangeaux de RESF et les sites d'information alternative Indymedia Grenoble et le Jura Libertaire.

Mais ça ne date pas d'hier. Dès le début du XXème siècle, sous la IIIème République, les "Gens du Voyage" sont stigmatisés par les lois de l'Etat Français (carnets anthropométriques, obligation de pointer régulièrement au commissariat), qui sont très loin d'assurer l'égalité de tous les citoyen.ne.s, malgré ce qu'elles prétendent. Depuis longtemps déjà, les gouvernements, gauche comme droite, restreignent les droits des immigré.e.s et s'attaquent aux minorités pour en faire des boucs émissaires. Pourtant, ceux qui volent les emplois, ce sont les patrons qui ferment les boîtes et licencient en s'en mettant plein les poches!

Quant à la gauche qui semble s'émouvoir du sort des Roms, rappelons qu'elle n'hésite pas à employer la force publique pour expulser les camps installés sur ses villes (à Nantes, par exemple), qu'elle aussi a expulsé beaucoup de sans papiers et qu'elle méprise sa propre légalité lorsqu'elle n'applique pas elle-même la loi Besson sur les aires d'accueil (depuis 1990, chaque commune de plus de 5 000 habitant.e.s doit prévoir des aires d'accueil aménagées pour les populations itinérantes). Les présidentielles de 2012 approchent, l'hypocrisie fait son retour au soleil pour grapiller des voix...

Bref, 140 ans après la proclamation de la IIIème République, l'Etat Français continue de réprimer les classes populaires, les sans-voix et tous ceux et toutes celles qui remettent en cause radicalement le système injuste qu'il nous impose.

A nous de lui opposer notre solidarité de classe, sans distinction d'origine. A nous de construire collectivement les moyens de lutte pour faire reculer les politiques antisociales et racistes, pour faire émerger une autre société, en rupture avec le capitalisme, le nationalisme et l'Etat, où chacun puisse vivre dignement où il veut et comme il l'entend.

Coordination des Groupes
Anarchistes
Groupe de Nantes
cga.nantes@gmail.com

www.c-g-a.org

